

**Politique étrangère - Discours de M.
Jean-Marc Ayrault, ministre des
affaires étrangères et du
développement international**
(Paris, 23 mars 2017)

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Cher Harlem, Cher Jean-Marie,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais vous remercier d'avoir répondu à mon invitation, qui mérite quelques explications de ma part. Alors que la France se prépare à des échéances importantes pour son avenir, il m'a paru nécessaire de tirer, un peu plus d'un an après ma prise de fonction, ici, à la tête de ce ministère, les quelques enseignements que je retire de cette expérience extraordinaire et passionnante.

S'il en était besoin, les circonstances justifient encore davantage la nécessité que je ressens de m'exprimer devant vous. Je participais, hier à Washington, à la réunion ministérielle de la coalition internationale contre Daech qui réunissait 68 pays. C'est au cours de la première séance plénière que les premières nouvelles de l'attentat de Londres nous sont parvenues et ont confirmé l'absolue nécessité du combat que nous menons ensemble contre le terrorisme.

Dans ces moments douloureux, j'ai souhaité faire étape à Londres, ce matin, pour exprimer la solidarité de la France au peuple britannique et aux victimes de cette attaque qui, à nouveau, a fauché des vies et fait de nombreux blessés, y compris trois jeunes Français de Concarneau. Ils effectuaient avec leurs camarades de classe et leurs professeurs un voyage scolaire dans la capitale britannique. La France qui, dans les épreuves qu'elle a traversées ces dernières années, a tant bénéficié de la sympathie et de la solidarité internationales se devait, même si c'est symbolique, d'être présente aux côtés du Royaume-Uni, notamment à la Chambre des Communes.

Mesdames, Messieurs,

En ce début du 21ème siècle, les certitudes sur lesquelles nous pensions voir reposer l'ordre international sont ébranlées.

Des groupes terroristes comme Daech défient les États, au point même d'avoir conquis une assise territoriale.

Le principe de l'intangibilité des frontières, qui est au fondement même de la paix durement acquise après deux guerres mondiales, a été violé sur le continent européen, avec l'annexion de la Crimée par la Russie. En France, certains vont jusqu'à proposer de réexaminer les frontières en Europe, sans apparemment mesurer - j'y vois beaucoup de légèreté - que cette folie pourrait conduire à la guerre.

Dans toutes les organisations internationales, les valeurs universelles consacrées par les instruments juridiques auxquels les États ont souscrit en toute souveraineté sont battues en brèche. Leur portée est attaquée par l'affirmation d'un relativisme selon lequel les traditions culturelles l'emporteraient sur leur universalité. Elle est également affaiblie par le sentiment que chacun peut finalement échapper à ses obligations. Les engagements collectifs sont tolérés, à la condition que leur mise en oeuvre ne fasse pas l'objet d'une réelle surveillance.

Le projet européen lui-même est contesté, jusqu'à être remis en cause dans son principe même. La décision du peuple britannique de sortir de l'Union européenne a brisé le tabou de son irréversibilité.

Dans le domaine économique, la tentation du protectionnisme resurgit, menaçant de passer par pertes et profits les efforts, même inachevés, pour promouvoir un commerce fondé sur des règles, des mécanismes transparents de règlement des différends et un principe d'équité. Pourtant, les inégalités se creusent entre États, entre territoires, comme au sein même de nos sociétés.

La contestation se déploie également sur le terrain idéologique. À Munich, lors de la conférence sur la sécurité, le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a évoqué un ordre mondial «post-occidental», comme si l'Occident était responsable de tous les maux de la période actuelle.

Pourtant, l'ordre international ne vient pas de nulle part. La Russie a contribué à façonner, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, cet ordre international dont elle est pleinement partie prenante. Ne participe-t-elle pas à la gouvernance mondiale qui en est issue, d'abord aux Nations unies, au Conseil de sécurité, comme dans les enceintes plus récentes telles que le G20 ? N'a-t-elle pas souscrit aussi, en toute indépendance, à la déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 ? N'a-t-elle pas adhéré, alors que rien ne l'y obligeait, au Conseil de l'Europe et au Conseil des droits de l'Homme ?

Cette rhétorique d'un ordre «post-occidental» cache, en fait, la tentation d'en revenir à un monde reposant sur les seuls rapports de forces, dans une approche conservatrice voire réactionnaire qui valorise le droit du plus fort. C'est parce qu'on se veut puissant qu'on viole le droit international, qu'on s'ingère dans les affaires intérieures des pays tiers, qu'on remet en cause les frontières, qu'on utilise la propagande et qu'on fait usage, sans état d'âme, d'un veto

provenant directement du système qu'on prend pour cible. Cependant, cette forme d'affirmation de soi n'est probablement qu'une illusion de puissance.

Dans tout cela, que faut-il voir d'autre, au fond, qu'une conception rétrograde de la puissance, une nostalgie pour un monde dépassé, sans d'ailleurs bien savoir de quel monde il s'agit. S'agit-il d'un monde de la Guerre froide, dont on aurait la nostalgie, ou celui du choc des empires, à la façon du 19ème siècle ? «Rétrogression», tel est le terme que j'ai entendu pas plus tard qu'avant hier soir d'interlocuteurs américains à Washington. Je trouve qu'il convient assez bien à la situation dans laquelle nous nous trouvons. Peut-on sérieusement envisager de gérer le monde de plus en plus globalisé qui est le nôtre en se répartissant des zones d'influence, «comme au bon vieux temps» ? Sans même se demander si c'est souhaitable ou si c'est seulement possible.

Il faut répondre à ces questions. Je vous ai décrit une situation préoccupante, difficile. Mais il faut répondre à ces questions. Est-ce que la France y voit clair ? Oui, moi je vous l'affirme. La France apporte une réponse claire. Je vais essayer de vous le démontrer.

Cette réponse est fondée, d'abord, sur un engagement en faveur de la paix et de la sécurité, partout et pour tous. Les droits fondamentaux et leur universalité sont au coeur même de notre identité et donc de notre politique. La détermination de la France à les défendre partout, avec conviction mais sans pour autant se transformer en donneur de leçons, n'est pas contraire à nos intérêts comme je l'ai lu encore ces derniers temps. Elle contribue, en fait, à la promotion de nos intérêts. Parce que ces valeurs ne sont pas des utopies irréalistes. Elles sont des principes d'action.

Naturellement, défendre des valeurs ne signifie pas que notre diplomatie se résume à d'aimables conversations avec ceux qui les partagent. Nous ne sommes pas naïfs. La France sait parfaitement que la voie du dialogue est exigeante, car il ne suffit pas de se parler pour spontanément tomber d'accord. Mais la force de la France, c'est sa capacité à ne jamais renoncer et à parler à tout le monde, y compris à ses interlocuteurs les plus difficiles. Et je peux vous dire que j'en rencontre un certain nombre. C'est, par exemple, le cas lorsque je discute avec la Russie, et je parle souvent avec la Russie. Mais ce n'est pas seulement ce pays ; je pourrais évoquer la Turquie, avec laquelle le dialogue est également difficile. Mais faut-il ne plus parler à la Turquie ? Non, bien sûr que non. Vous me direz : «c'est impossible» et pourtant il faut le faire et il faut le faire avec ses convictions, avec ses valeurs, pour chercher un chemin ensemble.

La France est aussi guidée par le principe de responsabilité, parce qu'elle connaît le prix des conflits et les ravages des guerres. Je crois profondément que la société internationale implique, comme dans chacun de nos pays, un équilibre entre droits et obligations. C'est parce qu'un pays est prêt à assumer son devoir qu'il peut jouer un rôle dans le concert des Nations. C'est tout le contraire du «moi d'abord», qui est peut-être un slogan électoral séduisant, mais qui risque de fermer toute possibilité de définir un intérêt commun autour duquel organiser le monde. C'est cette démarche qui a été, soixante années durant, au coeur du projet européen, qui a avancé grâce à la recherche permanente d'un équilibre entre avantages et contraintes, responsabilité et solidarité. Je ne vois pas d'autre méthode pour construire un monde plus sûr, car plus juste et reposant sur la primauté du droit et non sur la loi du plus fort.

Cette tendance est en marche à nouveau, il faut en être conscient. Pour nous, c'est une ambition de répondre par la primauté du droit. Cette ambition, elle continue à nous animer en 2017, face aux crises qui agitent le monde. Il nous faut réagir contre la paralysie des enceintes internationales qui, souvent, découragent et discréditent, y compris celles qui sont censées veiller à la paix et à la sécurité internationales. Je pense bien sûr au blocage du conseil de sécurité des Nations unies, dont le peuple syrien fait les frais depuis trop longtemps. Les raisons, nous les connaissons. Elles renvoient au jeu traditionnel de puissances incapables de voir au-delà de leurs intérêts immédiats.

Dans la crise syrienne, force est de reconnaître que la constance et la détermination de la France n'ont pas permis d'enrayer la spirale de la violence. Cet échec, c'est celui de la communauté internationale toute entière. Mais, là encore, il n'est pas question pour autant de se résigner ou de renoncer. Après tant de morts et d'atrocités, tous les acteurs devront se rendre à l'évidence que la paix et la stabilité ne pourront revenir en Syrie que si une transition politique crédible est mise en œuvre. C'est une question que nous avons abordée notamment à Washington lors de la conférence de la coalition contre Daech : comment vaincre effectivement, durablement le terrorisme si on ne cherche pas une transition politique crédible pour stabiliser ce pays ? Il est vrai que nous en sommes loin et c'est pourquoi il faut tout faire pour que le fil ténu des négociations qui ont repris à Genève, sous l'égide des Nations unies, ne soit pas rompu. C'est pourquoi nous parlons avec toutes les parties et que nous parlons aussi avec l'opposition syrienne, pour l'encourager à se rassembler dans sa diversité et être constructive, faire des propositions et pas seulement témoigner. Donc, il faut persévérer. S'il y a bien une chose que l'on apprend lorsqu'on est diplomate et chef de la diplomatie, c'est qu'il faut beaucoup de patience. Il faut sans cesse recommencer et ne jamais renoncer.

Cette conception étriquée des intérêts nationaux n'est finalement pas l'apanage des seules puissances. Elle a conduit certains Européens à s'affranchir de leur devoir de solidarité dans la crise des réfugiés. Alors qu'un accord est intervenu, il n'est pas appliqué. Chaque fois et partout, le repli sur soi c'est la solution de facilité, c'est la solution de court terme. C'est pourquoi il est si important d'expliquer et de susciter l'adhésion aux objectifs de notre politique étrangère. Ce n'est pas une question secondaire qu'on aborde à la fin d'un débat en une minute trente. C'est trop sérieux, cela implique tout autant notre vie d'aujourd'hui et l'avenir des jeunes générations. Tout se tient et cela commence chez nous, auprès de notre Parlement et de notre peuple. Les explications doivent être données, les débats avoir lieu.

Face à l'accumulation des dangers, la France demeure une puissance de paix. Cela ne veut pas dire qu'elle fait preuve de faiblesse. Face à la menace terroriste, la France a su prendre ses responsabilités, y compris en ayant recours à l'option militaire, qui devient nécessaire lorsqu'il n'y en a pas d'autres. C'est une décision grave, très grave que le président de la République a prise le 11 janvier 2013 en décidant d'intervenir au Mali. J'étais présent à ce conseil de défense et on pouvait y mesurer la gravité de la décision prise. Pourtant, elle devait être prise. C'est justement là que réside la grandeur de la France, dans sa capacité à user de la force lorsqu'elle est au service d'objectifs légitimes et en conformité avec ses valeurs. Et la France s'est donné les moyens de pouvoir le faire. Certains pays, même des grands pays, ne sont pas en mesure de le faire. Nous, nous le pouvons.

Au Mali, la France est intervenue dans l'urgence, mais dans le respect du droit international, pour empêcher que des groupes terroristes ne s'emparent d'un pays tout entier et menacent

aussi l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. C'est cela qui était à l'oeuvre. En Centrafrique, les tensions intercommunautaires étaient sur le point d'entraîner des massacres de masse. L'opération Sangaris a permis d'éviter une catastrophe humanitaire et a ouvert une perspective de stabilisation, de réconciliation et de reconstruction. Au Moyen-Orient, la France est pleinement engagée dans la coalition internationale contre Daech. En Syrie, en 2013, nos partenaires américain et britannique n'ont pas voulu ou pas pu tirer les conséquences de ce qui avait été décidé pourtant en commun, cette ligne rouge de l'usage des armes chimiques. Elle a été franchie et la France s'est retrouvée seule. Mais elle ne pouvait pas agir seule. Une action collective aurait sans doute changé les choses. Je ne regarde pas vers le passé. Mais il est de mon devoir de le rappeler, comme un point de désaccord que nous avons eu avec les Britanniques et les Américains.

En même temps, je tiens à le dire clairement, l'action militaire n'est pas une fin en soi. Chaque fois, elle doit se prolonger par une action politique, pour permettre des élections, pour que revienne la démocratie et pour que la sécurité soit garantie pour tous, que la lutte contre l'impunité ne soit pas abandonnée et qu'un processus de développement durable, en particulier dans les pays les plus pauvres, soit effectivement engagé.

Chaque fois, la France donne le signal de la mobilisation internationale et européenne, en soutien à une approche globale. Tant il est démontré qu'il ne peut y avoir de stabilité à long terme sans solution politique et sans réponse à l'aspiration des peuples à une prospérité partagée. Et c'est la même chose en Syrie. Comme c'est la même chose en Irak. Il ne suffit pas de vaincre Daech à Mossoul, il faut préparer la suite politique, favoriser l'inclusion et faire en sorte que l'État de droit remplace la dictature de Daech. Et ce sera la même chose à Raqqa. C'est une exigence, et c'est ce que j'ai défendu lors de la réunion de la coalition internationale à Washington.

Face au défi sécuritaire, une tentation existe de concentrer les moyens, notamment les moyens budgétaires, les moyens financiers, sur le seul outil de défense, et de considérer l'effort de solidarité comme un luxe inutile ou secondaire. C'est toute la portée du débat budgétaire qui commence, outre-Atlantique, aux États-Unis. D'ores et déjà, des coupes ont été annoncées, qui visent d'abord le soutien aux ONG actives dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive - là, c'est clair, les États-Unis se désengagent -, alors que la transition démographique demeure un défi dans de nombreux pays. Les États-Unis - c'est dans ces moments que leur parler franchement est nécessaire - avaient pourtant bien compris, après la Seconde Guerre mondiale, l'intérêt qu'il y avait à investir massivement dans la reconstruction de l'Europe, qui était exsangue. C'était une nécessité, ils l'ont fait. Pourquoi perdre cette lucidité ?

L'aide publique au développement est plus que jamais indispensable pour faire face aux désordres du monde. C'est le nouveau secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, qui le disait encore récemment : «vous avez des objectifs en termes de dépense militaire, ayez aussi des objectifs ambitieux en matière de développement». Et, en ce qui concerne la France, le président de la République a décidé d'augmenter les financements pour le développement de 4 milliards d'euros d'ici 2020, pour les prêts, et de 400 millions, pour les dons. Il n'y a pas de temps à perdre et, dès 2017, l'aide publique au développement de la France augmente de 365 millions d'euros par rapport à 2016.

Les objectifs du développement durable, qui ont été unanimement approuvés en septembre

2015, nous engageant. Les atteindre appelle une mobilisation qui ne peut pas attendre. Les chiffres sont là, vous les connaissez, et nous voyons ces images, nous voyons ces visages, nous voyons ces enfants, dont certains meurent de faim. Tout cela est une obligation morale et politique. C'est la condition du succès des efforts entrepris pour lutter contre la pauvreté, notamment en Afrique, ce continent qui représente des opportunités formidables, d'abord grâce à sa jeunesse. C'est aussi le continent de tous les défis, c'est le continent qui devrait nous mobiliser beaucoup plus.

De même, le «soft power», la diplomatie économique ou la diplomatie d'influence ne sont pas des lubies inutiles qui nous détourneraient d'un soi-disant «coeur de métier». J'ai lu cela quelque part, dans une tribune courageuse qui n'était pas signée. Nous serions en-dehors de notre «coeur de métier». Mais qu'est-ce que cela veut dire «notre coeur de métier» ? Car la compétition mondiale nous oblige à ne rien laisser au hasard. Elle implique de renforcer notre capacité à exercer une influence sur le jeu de tous les acteurs, les États, les organisations internationales, les entreprises, la société civile ou les territoires. Elle nécessite de les faire interagir. Un exemple : c'est aussi en assurant la promotion de notre culture et de notre langue que nous renforçons l'attractivité de la France aux yeux des entreprises qui veulent investir dans notre pays. C'est le sens de la diplomatie globale que nous avons méthodiquement construite depuis cinq ans, que nous avons dotée d'opérateurs de l'État en ordre de marche et que nous avons favorisée par une modernisation sans précédent de notre outil diplomatique.

Je l'ai dit, les principes et les valeurs sont notre boussole. Ils sont aussi notre force. Mais ces principes ne valent que s'ils sont débattus et défendus, de bonne foi, partout dans les enceintes multilatérales. Il faut, pour cela, plutôt que de chercher à affaiblir ou dénigrer sans cesse ces organisations, les réformer et les adapter aux nouvelles réalités du monde.

La France croit en la valeur de l'action collective. C'est parce que nous avons uni nos forces que nous sommes parvenus à encadrer et à repousser la menace nucléaire iranienne. Je suis convaincu que nous pouvons, de la même manière, conduire l'Iran - c'est pourquoi il faut parler avec l'Iran, je l'ai fait en me rendant à Téhéran il y a quelques semaines - à jouer un rôle enfin positif au Moyen-Orient. C'est aussi de cette manière que nous apporterons des réponses, trop longtemps renvoyées à plus tard, aux difficultés d'une région profondément divisée. Je pense bien sûr à l'indispensable création d'un État palestinien, vivant côte à côte en paix et en sécurité avec Israël. Et c'est le sens que la France a souhaité donner aux deux conférences qu'elle a consacrées à la solution des deux États ici à Paris. Nous y arriverons tous ensemble. Pas en passant des «deals» séparés, à quelques-uns, dont on voit mal comment ils pourraient traiter, de manière cohérente, les différentes facettes d'un même problème. Il y a une grande urgence et une grande nécessité à agir de façon responsable. En tout cas, la France est toujours prête à y contribuer.

Les défis auxquels nous sommes confrontés ne seront relevés qu'avec nos partenaires, sans rien abdiquer de notre indépendance - nous y tenons - et de notre autonomie de décision. Il nous faut donc inventer de nouvelles méthodes, tout en restant fidèles à ce que nous sommes. La France entend montrer qu'il est non seulement possible, mais plus que jamais indispensable de donner vie à de grandes ambitions collectives. Est-ce une utopie ? Nous avons une expérience là aussi, c'est l'accord de Paris.

La négociation de l'Accord de Paris a été l'illustration de la capacité de la diplomatie à

mobiliser, à tisser des liens partout dans le monde, à impliquer tous les acteurs - et pas seulement les acteurs étatiques, notamment ceux de la société civile, les ONG - et à trouver, par la négociation, le bon équilibre. Le 12 décembre 2015 est une grande date pour l'humanité et l'accord de Paris un accord historique, n'ayons pas peur des mots. Historique parce que, pour la première fois dans l'histoire, 195 pays se sont entendus sur un cadre universel et ambitieux pour sauver notre planète. Historique parce que, moins d'un an après son adoption, il est entré en vigueur et a enclenché la transformation de nos modèles économiques et de nos sociétés. Historique, enfin, parce que susceptible d'être une référence pour d'autres négociations internationales en termes d'ambition et en termes de méthode.

Mesdames, Messieurs,

Ce succès, c'est celui du multilatéralisme. Pour nous, la France, le multilatéralisme est incontournable, face à des enjeux globaux qui appellent davantage et non moins de coopération internationale. Là où il pouvait traditionnellement organiser les relations entre les États, le multilatéralisme doit aujourd'hui bâtir des ponts entre les sociétés. Les avancées de la mondialisation nous obligent, en effet, à prendre des décisions collectives, qui ont un impact direct sur nos ordres internes, sur nos vies quotidiennes, nos économies, nos tissus sociaux, nos modèles sociaux. Il en découle une tension entre nécessité de ces solutions communes, de ces solutions collectives, et respect de la souveraineté. C'est cette tension réelle - n'ayons pas peur de cette tension, c'est une réalité - qui peut conduire à des erreurs. Certains peuvent être tentés de dire : « nous avons fait fausse route », « le multilatéralisme ne mène nulle part », « il faut revenir en arrière ». Mais quelle est l'alternative au multilatéralisme ? L'unilatéralisme, le protectionnisme, la construction de murs ? Toutes ces approches ont déjà été tentées et nous savons où elles conduisent. Cette phrase de François Mitterrand tombe si juste. C'est lui qui le disait si bien à la fin de sa vie et avant de quitter la scène politique, « le nationalisme, c'est la guerre ! ».

Alors, n'oublions pas les leçons du passé. Et tenons compte de la réalité du monde d'aujourd'hui, du monde qui nous oblige à redoubler d'efforts pour bâtir une gouvernance mondiale où chacun puisse trouver sa place.

Cette entreprise, la France a vocation à s'y atteler avec énergie, pour toutes les raisons que j'ai déjà rappelées, son histoire, son identité politique et ses valeurs. Là encore, notre capacité à dialoguer avec tout le monde est un formidable atout. Encore faut-il en être conscient !

S'agissant de l'Afrique, nos relations sont marquées par notre fidélité, notamment en matière de sécurité. Elles s'appuient également sur un engagement aujourd'hui renouvelé à approfondir notre partenariat, dans la transparence, la démocratie et la promotion du développement économique de ce continent en croissance.

Avec la présidence de François Hollande, je crois que nous pouvons affirmer avec force que la page de la Françafrique a bien été tournée et que de nouveaux partenariats fondés sur la confiance et le respect mutuels sont aujourd'hui la règle que nous nous sommes fixés et que nous devons, j'espère, pour l'avenir, continuer à respecter.

C'est aussi le sens de l'investissement sans précédent que nous avons consenti ces dernières années, pour tisser ou retisser des liens de confiance avec nos partenaires en Amérique latine, comme en Asie, de la Chine à l'Inde, en passant par le Japon et l'ASEAN.

Cette entreprise, je sais combien elle est exigeante, notamment face à une nouvelle administration américaine qui est tentée par une toute autre aventure. Mais j'ai aussi confiance dans la solidité du lien transatlantique et dans la grande démocratie que sont les États-Unis. D'ores et déjà, la valeur de l'OTAN a été réaffirmée et il n'y a rien de choquant à ce que les Européens soient encouragés à prendre davantage leur sécurité en mains, en mettant en oeuvre l'engagement qu'ils ont pris eux-mêmes, au plus haut niveau, en 2014, à consacrer 2% de leur revenu national à la défense. La France s'y engage et elle s'y tiendra. Sur les autres enjeux, il ne faut pas renoncer à convaincre les Américains - j'ai commencé à le leur dire et je ne suis pas le seul, même s'ils n'écoutent pas encore beaucoup pour l'instant - que cette tentation, cette tradition isolationniste va à l'encontre de leurs intérêts. Comme il est aussi de l'intérêt des États-Unis d'avoir une Union européenne forte et solide et non pas divisée et séparée.

Mesdames, Messieurs,

Je vois bien, après cette description et après le rappel de ces principes et des priorités de la France, que la tâche peut paraître immense et hors de portée. Mais, l'Europe, en énonçant avec clarté ses objectifs, peut faire la différence.

Cette semaine, l'Union européenne célèbre le 60e anniversaire de la signature du traité de Rome. C'est le moment de jeter un regard rétrospectif sur l'histoire singulière qui en est résultée. Qui, parmi tous ceux qui se trouvaient ce jour-là dans la salle des Horaces et des Curiaces du Capitole, aurait pu imaginer que, 60 ans plus tard, le continent serait enfin unifié ? Que la démocratie et l'État de droit seraient devenus la norme ? Que l'initiative «empirique», comme la qualifiait la presse de l'époque, serait devenue une construction aussi élaborée ?

Dans ce moment d'incertitude, cet anniversaire doit être l'occasion pour les Européens de réaffirmer les valeurs et les principes qui ont fondé leur aventure collective. Le 25 mars doit permettre de rappeler, là encore sans naïveté ni angélisme, les réalisations de ces soixante dernières années.

La première d'entre elles, la paix entre les nations européennes, est devenue l'évidence. On ne la voit plus tant elle fait partie de notre quotidien. C'est très bien. C'était l'objectif. Mais il y a aussi un mérite à s'en souvenir. Notamment pour ceux d'entre nous, les plus jeunes, qui sont désormais les dépositaires de la volonté des pères fondateurs, qui, si peu de temps après la fin de la Seconde Guerre mondiale, avaient fait le pari de la réconciliation. Cela avait même démarré avant 1957, au Salon de l'Horloge en 1950, par l'appel de Robert Schuman qui tendait la main à l'Allemagne.

C'est cela l'histoire de l'Union européenne, avec ses défauts et ses erreurs.

L'Europe c'est aussi le succès de la construction d'un espace sans barrière, dans lequel les

citoyens peuvent vivre, travailler, se déplacer et, partout, bénéficier de droits, de libertés et d'opportunités sans équivalent au monde : droit à des normes sociales et environnementales assurant le plus haut niveau de protection au monde ; bénéfice des réalisations communes qui ont fait de l'Europe, avec Airbus, la sonde Rosetta ou Galileo, pour ne citer que quelques exemples, un continent qui est tourné vers l'avenir, avec des opportunités qui sont offertes par la première puissance économique et commerciale au monde : l'Union européenne. Mais cet anniversaire doit aussi permettre d'entendre les critiques et les doutes qui la traversent.

Depuis une dizaine d'années, l'Europe a fait face à une succession de crises, de natures différentes. La crise des «subprimes» s'est rapidement transformée en une crise financière internationale, puis en une crise économique qui a accéléré les mutations de notre modèle et en a accentué les fragilités, au détriment des plus vulnérables, provoquant du chômage, des inégalités sociales et territoriales, qui coûtent chers et nous n'en sommes pas encore sortis. Les conflits dans notre voisinage immédiat ont pesé aussi sur l'Europe, à l'Est comme au Sud, et cela a eu un impact direct sur nos sociétés, du fait de l'afflux sans précédent de réfugiés mais aussi l'accroissement de la menace sécuritaire. C'est à cela que fait face l'Union européenne aujourd'hui.

Dans ces deux cas, l'Europe a donc été confrontée à des défis extérieurs et à une absence de mécanismes internationaux susceptibles de les prendre en charge, faute d'une régulation suffisante du secteur financier et d'une action adaptée de la communauté internationale. Alors qu'elle avait été conçue comme un projet centré sur le continent européen lui-même et son unification par la production de normes, l'Union européenne s'est brutalement retrouvée face au grand vent de la mondialisation et précipitée dans le jeu des puissances mondiales. Elle est donc aujourd'hui confrontée à cette contrainte de s'adapter à ce nouveau rôle auquel elle était mal préparée. Et c'est cette situation qui a créé le doute.

C'est cette évolution qui, en effet, suscite de l'inquiétude, mais aussi de la confusion. Au point que certains considèrent par facilité que l'Europe est, elle-même, le problème, alors que son principal défaut réside non pas dans son existence mais dans son insuffisante capacité à y apporter des réponses. C'est sans doute cette confusion qui a conduit le Royaume-Uni, où le projet européen avait longtemps servi de bouc-émissaire, en politique intérieure, ne l'oublions pas, à décider de sortir de l'Union européenne.

Il faut donc entendre les critiques, il faut comprendre les griefs, écouter les insatisfactions. Mais il faut, aussi, décrypter le monde et reconnaître que, face à ses désordres, l'Union européenne est la mieux à même de mettre en oeuvre les politiques qui peuvent apporter aux Européens, au peuple européen, aux citoyens européens, la protection et la préparation de l'avenir auquel ils aspirent légitimement.

C'est ce que nous avons commencé à faire, en matière de sécurité aux frontières, en créant un corps européen de garde-frontières, en réorientant la politique économique vers une meilleure prise en compte des situations conjoncturelles des États membres, même s'il y a encore beaucoup de progrès à faire, en préservant, et ce n'était pas du tout acquis, l'intégrité de la zone euro, ou en mettant en place de nouveaux instruments en faveur de l'investissement et de l'emploi. C'est ce que nous avons commencé à faire. Nous l'avons fait en relançant la construction d'une Europe de la défense susceptible de donner à notre continent, en complémentarité avec l'OTAN, la capacité à assurer son autonomie stratégique.

Ces décisions ont été prises récemment. Mais cette action, il faut la poursuivre. Il faut l'amplifier. C'est l'autre enjeu de la réunion de Rome : définir, pour les prochaines années, la direction que les Européens veulent emprunter ensemble. Les questions sont au fond les mêmes que celles que les signataires du traité avaient à l'esprit : que voulons-nous faire ensemble ? Et comment voulons-nous le faire ? Ce sont des questions essentielles.

À ces questions essentielles, il faut des réponses simples : d'abord, assurer la sécurité des Européens, retrouver les chemins d'une prospérité durable et juste, conforter et affirmer le modèle européen de société, parce qu'il existe. Et justement parce qu'il existe, la peur existe de le voir disparaître dans chacune de nos nations. Il y a ces mouvements populistes, qui traduisent cette angoisse et ce rejet. Il faut aussi donner à l'Union européenne la possibilité de devenir la puissance régulatrice de la mondialisation, parce que le monde a besoin de régulation, a besoin de maîtriser cette mondialisation.

Le malaise ressenti par les peuples face à la mondialisation appelle des remèdes, c'est urgent. Le libre-échange, les échanges commerciaux, doivent être absolument régulés et maîtrisés de manière à assurer des bénéfices équitables à tous, dans le respect des préférences collectives, de la réciprocité, d'une concurrence loyale, qui ne mettent pas en cause tous les acquis et notamment les acquis sociaux et environnementaux. En un mot, s'il y a bien un projet, une ambition pour l'Europe, alors que ce monde dans lequel nous vivons est incertain, avec le retour des nationalistes, y compris dans les grandes nations, c'est le projet de «civiliser» la mondialisation. C'est cela notre vocation, notre rôle historique qui nous vient de l'histoire européenne et de ces peuples aussi éduqués et aussi cultivés qui ont toujours aspiré au progrès et qui ont souvent été à la pointe des avancées sociales et des droits nouveaux. C'est notre vocation.

À l'heure où les États-Unis annoncent la renégociation ou le retrait d'accords qu'ils avaient acceptés, qui est en mesure de promouvoir ce juste échange ? Ni la France seule, ni l'Allemagne seule. Il faut pourtant répondre à cette urgence. L'Union européenne le peut, à condition que les nations qui la composent veuillent répondre efficacement à cette urgence, parce qu'il y a urgence. Et c'est la manière de donner à chacune de nos nations plus de poids et plus de force pour peser dans cette nouvelle étape historique. Voilà le sens de l'engagement européen, le message que j'attends samedi à Rome. Si nous nous contentons d'affirmer notre souveraineté et que, face à ce défi de la mondialisation qu'il faut maîtriser, avec de nouvelles normes, de nouvelles règles, qui vont dans le sens de nos valeurs, si la France seule n'en a pas la capacité, si l'Allemagne seule n'en a pas la capacité, alors nous échouons, alors c'est l'abandon, alors c'est la résignation. Et c'est donc une manière de défendre pleinement notre souveraineté que de permettre à l'Union européenne d'agir avec force pour la maîtrise de la mondialisation et ainsi de rester ce que nous sommes.

Il en va de même pour les marchés financiers qui, même si des efforts ont été faits, doivent être mieux maîtrisés et mieux régulés. Sinon, le risque est de revenir en arrière dans la lutte contre les paradis fiscaux, la lutte contre la fraude fiscale et l'évasion fiscale. C'est une question centrale, surtout avec les entreprises du numérique et les nouvelles formes de travail qui s'organisent. Il n'est pas possible de laisser faire. Sinon, nous verrons demain resurgir les mêmes causes qui avaient engendré, hier, la crise des «subprimes». Ce n'est pas derrière nous, c'est là, c'est maintenant, c'est l'actualité. Soyons à la hauteur. C'est pourquoi les prochains

mois seront cruciaux pour l'avenir du projet européen. L'Union européenne devra organiser et, cela va être une étape difficile, la séparation d'avec l'un de ses membres, pour la première fois de son histoire, le Brexit. Il s'agit d'une négociation qu'il va falloir conduire avec une grande clarté, sur la base de principes qui ont été posés ces derniers mois, mais aussi dans un esprit de coopération et dans le respect de l'intérêt européen. Dans le même temps, il nous faut aussi une feuille de route qu'il nous reste à écrire, afin de tracer le chemin qui permettra le renforcement de l'Union européenne et sa projection dans l'avenir.

Je ne crois pas qu'elle y parviendra en consacrant toute son énergie au mécano institutionnel : les uns proposent de négocier un nouveau traité, les autres proposent d'en sortir. Je pense, au contraire, que les traités actuels permettent de mettre en oeuvre les politiques dont nous avons besoin. Ils offrent de larges possibilités, souvent sous-utilisées. La réouverture du débat institutionnel, c'est la solution de facilité. Quand nous avons une crise démocratique, on dit que nous allons changer la Constitution. Appliquée à l'Europe, cette méthode conduit à vouloir changer les traités. Mais, puisque nous avons la base qui nous permet d'avancer, de travailler, utilisons-la tout simplement. Il ne faudrait pas que le débat institutionnel devienne un prétexte politique, pour finalement ne rien faire.

Je propose donc de concentrer nos forces sur des ambitions concrètes.

En matière de sécurité, je l'ai évoqué plusieurs fois, nous avons mis récemment en place des instruments nouveaux, le PNR, l'interconnexion des fichiers, la gestion commune des frontières extérieures... Mettons-les en oeuvre pour en tirer le meilleur bénéfice.

Dans le domaine économique, les moyens d'un renforcement de la zone euro sont connus. Il ne s'agit pas, dans l'immédiat, d'une refonte institutionnelle. En revanche, faisons davantage et faisons massivement en faveur de l'investissement et des projets d'intérêt commun. L'Europe doit devenir le champion de la transition numérique, le champion de la révolution écologique, de la transition énergétique et des technologies vertes. Si nous investissons massivement ensemble - et ça c'est une décision politique de tous les États membres - alors nous arriverons au plus haut niveau technologique dans ces domaines. Nous en avons la capacité, mais il nous faut la volonté politique. C'est ainsi que nous bénéficierons de gisements formidables, de gisements pour la croissance de demain.

En matières fiscale et sociale, les Européens ne comprennent pas que l'Europe n'ait pas encore trouvé les moyens de les protéger des pratiques déloyales, de la fraude fiscale ou des paradis fiscaux, que j'ai évoqués et qui entraînent un nivellement par le bas qui est inacceptable. Il faut renforcer l'Europe sociale, améliorer la convergence fiscale. Il faut combattre les dumpings qui ont toujours fait du mal dans l'histoire : dumping fiscal, dumping social. Là aussi, il faut une volonté politique. C'est pourquoi, très concrètement, je suis toujours très étonné d'entendre, encore ces derniers jours, des appels à supprimer la directive sur le détachement des travailleurs. Mais, justement, le détachement des travailleurs est lié à la libre-circulation des travailleurs dans le cadre de l'Union européenne. Si cette libre-circulation n'est pas accompagnée de règles, il y a des risques d'exploitation, des risques de mise en concurrence des travailleurs sur la base des salaires et des charges sociales, et cela n'est pas acceptable. C'est pourquoi il existe cette directive qui vise à réguler. La question, ce n'est pas de supprimer une directive, c'est de l'améliorer. Et, c'est un défi formidable que d'améliorer cette directive, de la mettre au plus haut niveau possible. Et là, il y a des convergences, des forces qui

s'organisent, qui ne sont pas seulement celles des gouvernements, mais qui sont aussi des forces sociales, et en particulier des organisations syndicales des salariés, qui peuvent aussi négocier avec les organisations patronales. Il manque un dialogue social à l'échelle européenne. Voilà un sujet. Faisons en sorte que l'Europe, j'y insiste, soit capable de demeurer une référence, un point d'ancrage pour le reste du monde. Dans tous mes déplacements, je constate que les grands ensembles veulent s'organiser. Souvent, ils souhaitent s'inspirer de ce que nous avons fait. Ils demandent comment nous y sommes parvenus. Cette référence que l'Europe représente, ne la sous-estimons pas. C'est une chance.

Face à la crise des réfugiés et au phénomène migratoire, nous devons renforcer notre partenariat avec les pays d'origine, les pays de transit, en apportant des remèdes aux causes profondes des migrations par une mobilisation accrue de l'Union européenne en faveur du développement. Je l'ai dit plusieurs fois dans cette intervention, la question de l'Afrique est prioritaire. Et je me réjouis que l'Allemagne, après concertation avec nous, ait inscrit l'Afrique à l'ordre du jour du G20. J'ai participé justement à une réunion à ce sujet. C'était une première et c'était passionnant et rassurant.

Concernant le rythme pour faire avancer l'Europe, acceptons des rythmes différenciés. C'est ce que j'appelle l'Europe différenciée, qui ne vise pas à exclure mais à permettre de nouvelles avancées entre les pays qui sont prêts à aller plus loin ensemble et plus vite. Les traités le permettent et, là encore, depuis le début de la construction européenne, le rôle de la France et de l'Allemagne est et sera déterminant. C'est par l'impulsion franco-allemande qu'il sera possible d'avancer. Pas par un directoire franco-allemand qui déciderait pour les autres. Quelle que soit sa taille, quels que soient sa date d'entrée dans l'Union européenne, chaque pays a le droit au même respect et est membre à part entière. Tous les États membres y tiennent et ils ont raison. Mais l'histoire de l'Europe, c'est d'abord la réconciliation entre la France et l'Allemagne, qui nous donne des devoirs et des responsabilités que nous devons assumer. On cherche toujours ce qui ne marche pas entre la France et l'Allemagne. On réalise qu'il y a des différences économiques. Oui, il y a des différences économiques. Mais il y a aussi une volonté politique commune et il y a le même sens des responsabilités. Soyons rassurés, le partenariat franco-allemand n'est pas qu'une formule. C'est une réalité, aujourd'hui plus que jamais, il doit être à l'avant-garde et il sera au rendez-vous.

Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui comme hier, le repli sur soi et la peur n'apportent aucune solution. Nos nations sont un socle fondamental, c'est vrai. Mais, isolées, ces nations sont impuissantes. L'idée d'une souveraineté sans partage est un leurre. La coopération européenne et internationale est donc plus vitale que jamais.

Le monde dans lequel la France évoluera dans les prochaines décennies est un monde incertain, un monde de compétition. Mais c'est aussi un monde où la France doit continuer à faire entendre sa voix. Elle peut le faire, pour autant qu'elle reste fidèle à ce qu'elle est, engagée en Europe, et qu'elle ne renonce jamais à jouer le rôle qu'elle a hérité de son histoire.

Certains évoquent une France impuissante, certains évoquent une France absente. Si le débat démocratique a toute son importance, et c'est le cas notamment pendant une période électorale

comme la présidentielle, pourquoi faudrait-il systématiquement, quand on parle de la France, tenter de la rabaisser. C'est une mauvaise habitude. Non, au contraire, soyons fiers de notre pays. Moi, j'ai confiance dans ses capacités, dans ses atouts. Je le constate partout dans mes déplacements, et j'ai fait plusieurs fois le tour du monde. La France est respectée. La France est écoutée, la France est attendue et espérée. Son point de vue et ses initiatives comptent. Oui, la République française a quelque chose à dire au monde, quelque chose de fort. Soyons conscients de la force que cela représente pour chacune et chacun d'entre nous. L'énergie que cela peut donner, et c'est vrai dans tous les domaines, pas seulement politique, économique, culturel, mais aussi scientifique, technologique. Oui nous avons beaucoup de travail et d'efforts à faire pour être encore plus forts que nous le sommes et répondre aux aspirations de notre peuple et en particulier de sa jeunesse.

Partons de ce que nous sommes et de ce que nous avons et qui nous donnera encore plus de confiance pour rester ambitieux pour la France. En étant ambitieux pour la France, nous serons ambitieux pour l'Europe et nous serons ambitieux pour un monde juste et civilisé, un monde de progrès, un monde de liberté, de fraternité, de solidarité. C'est cela la France. Et cela vaut la peine de se battre pour elle./.